



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Pôle administratif des installations classées**

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le

**02 SEP. 2024**

Chevalier de la légion d'honneur

Officier de l'ordre national du mérite

**Arrêté n° PAIC- 2024-0068 du 02/09/2024**

**portant mise en demeure de la société AD PLATING de respecter les valeurs limites dans les eaux résiduaires prescrites par l'arrêté préfectoral du 13 août 2009 concernant son établissement situé à Marnaz**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009.2262 du 13 août 2009 modifié, autorisant la société AD Plating à poursuivre l'exploitation, au 97 impasse des Acacias, Z.I. des Valignons à Marnaz d'une installation de traitement de surfaces ;

VU le contrôle inopiné des eaux résiduaires du site réalisé par la société CTC les 3 et 4 juillet 2024 ;

VU le rapport établi par la société CTC et transmis le 2 août 2024 par messagerie électronique à l'inspection des installations classées ;



VU le courriel de l'exploitant du 6 août 2024 expliquant les actions déjà réalisées et envisagées pour réduire les concentrations d'azote global et de DCO en sortie de station de traitement des eaux industrielles ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 08 août 2024 transmis à l'exploitant avec le projet d'arrêté de mise en demeure dans le cadre de la phase contradictoire par envoi postal recommandé avec accusé réception en date du 09 août 2024 ;

VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant à l'issue de la phase contradictoire ;

CONSIDÉRANT que les résultats du contrôle inopiné des eaux résiduaires réalisé par la société CTC montrent un dépassement des concentrations pour le paramètre ST-DCO (concentration de 195 mg/l pour une valeur limite d'émission de 150 mg/l) et pour l'azote global (concentration de 169 mg/l pour une valeur limite d'émission de 50 mg/l) ;

CONSIDÉRANT que de telles teneurs sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement compte tenu de leur importance ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il s'agit d'une non conformité notable et qu'il convient de faire application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les solutions techniques proposées par l'exploitant dans son courriel du 6 août 2024 impliquent des phases de test, de validations et de travaux engendrant alors des délais et des investissements importants, notamment pour l'installation d'une unité de traitement par charbons actifs en sortie de station de traitement ou d'une unité de traitement par séparation des fractions concentrées sur les bains d'eaux usées acides et alcalins ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie,

## **A R R E T E**

Article 1 : La société AD Plating dont le siège social est situé au 97 impasse des Acacias, Z.I. des Valignons sur le territoire de la commune de Marnaz est mise en demeure de prendre les dispositions utiles en vue de respecter, sous un délai maximal d'un an, les valeurs limites d'émission pour le paramètre ST-DCO et le paramètre Azote Global conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral

d'autorisation n° 2009.2262 du 13 août 2009 modifié, concernant son établissement situé à la même adresse.

#### Article 2 – Notification :

Le présent arrêté sera notifié à la société AD Plating.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où les obligations prévues à article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### Article 3 – Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

#### Article 4 – Application

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture et dont une copie sera notifiée à madame le maire de Marnaz et à Monsieur le sous-préfet de Bonneville.

Pour Le Préfet,  
Le secrétaire général,



David-Antony DELAVOËT